

**Conseil économique et social**

Distr. restreinte  
21 avril 2004  
Français  
Original: anglais/français

---

**Comité chargé des organisations non gouvernementales**

Session ordinaire de 2004

10-28 mai 2004

**Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif  
auprès du Conseil économique et social présentées  
par des organisations non gouvernementales**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Association for Sustainable Community Development .....	2
2. Droit à l'énergie SOS Futur .....	4
3. DrugScope .....	6
4. Planetary Association for Clean Energy .....	8
5. Social Action Forum for Manav Adhikar. ....	10
6. StarSpirit International .....	12



## **1. Association for Sustainable Community Development**

**Adresse :** 14, West Pillaiyar Koil Street, Karunguzhi  
Madurantakam, Kancheepuram,  
Tamilnadu 603303  
Inde

**Date d'enregistrement :** 16 juin 1994

**Membres :** Organisation nationale comptant 19 membres individuels  
et 3 organisations

### **Buts et objectifs de l'organisation**

- Recenser et adopter les villages sous-développés pour permettre à la population rurale de parvenir au développement rural dans de bonnes conditions économiques et sociales.
- Rendre les femmes socialement et économiquement autonomes en promouvant le concept d'auto-assistance dont elles sont la force motrice.
- Établir un réseau de relations avec les organisations et les organismes de développement aux niveaux national et international, afin de parvenir à l'objectif général du développement durable parmi les groupes cibles.
- Privilégier la santé et l'éducation afin de parvenir à un taux d'alphabétisme de 100 % et de créer un cadre de vie et un environnement sains parmi les communautés qui constituent les groupes cibles.
- Créer et consolider des associations locales à l'appui des activités indispensables relatives aux programmes.

### **Contribution aux travaux du Conseil économique et social**

Notre organisation entend contribuer aux travaux du Conseil économique et social en assurant un niveau de vie plus élevé aux groupes cibles. Nos activités sont déjà alignées sur les questions intéressant le Conseil économique et social dans les domaines du développement durable, de l'autonomisation des femmes, de la santé, de l'éducation et de l'environnement, et nous mettrons donc l'accent sur nos activités de développement en échangeant des informations avec le Conseil et en tirant parti de ses compétences touchant à la santé, à l'économie, à l'éducation et à d'autres questions sociales, et nous serons en mesure de fournir des services efficaces dans nos domaines d'action. Nous célébrons systématiquement toutes les journées internationales marquées par l'Organisation des Nations Unies. Nous agissons en outre en coordination avec d'autres organes du Conseil économique et social et mettrons leurs services à la portée des populations locales.

Nous partagerons nos données d'expérience avec le Conseil économique et social et les organisations de son réseau de développement et nous apprendrons les stratégies tirées des programmes que d'autres organisations ont menés à bien, pour

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

les adopter afin de résoudre les problèmes liés aux difficultés qui existent aux niveaux national et international.

Notre organisation mettra en œuvre les programmes voulus auprès de la population des zones cibles et le programme fera prévaloir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de sexe, d'appartenance ethnique, de religion ou de caste.

### État financier récapitulatif pour 2002

(1 dollar É.-U. = 48 roupies)

	<i>Montant en monnaie locale</i>	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
<b>Recettes</b>		
Cotisations	20,022	416,66
Contributions de membres	12,000	230,00
Subventions de gouvernements		
1. Rashtria Mahila Kosh (RMK), New Delhi	1,50,000	3 125,00
2. NHFDC-Faridhabad	1,86,000	3 875,00
3. Council for Advancement of People's Action & Rural Technology	99,970	2 082,70
Subventions d'organisations internationales	Néant	--
Fonds reçus du secteur privé	Néant	--
Subventions d'autres ONG		
1. C.P. Ramasamy Iyer Foundation	5,000	104,00
2. Tamilnadu Voluntary Health Association	10,000	208,00
3. Entrepreneurship Development Institute of India	15,000	312,50
Revenus provenant de l'exécution de contrats	Néant	--
Autres recettes		
Contributions de particuliers*	2,62,205	5 462,71
<b>Montant total des recettes</b>	<b>7,60,175</b>	<b>15 836,97</b>
<b>Dépenses</b>		
Administration		
– Salaires et dépenses assimilées	72,588	1 512,25
– Entretien des bureaux	22,900	477,07
– Imprimerie et papeterie	29,004	604,25
Projets	5,69,256	11 859,50
– Promotion de la femme		
– Santé		
– Éducation		
– Promotion de l'esprit d'entreprise		
Autres dépenses	Néant	--
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>6,93,748</b>	<b>14 453,07</b>

\* Les contributions individuelles sous forme de travail physique sont également prises en compte.

## 2. Droit à l'énergie SOS Futur

**Adresse :** 9, avenue Percier  
75008 Paris  
France

**Catégorie demandée :** Générale

**Date de fondation :** 20 juillet 2000

**Composition :** L'organisation est une organisation internationale qui compte comme membres 0 particulier et comme affiliés 81 associations dans 41 pays

### État financier résumé pour l'année 2002

	<i>Euros</i>
<b>Recettes</b>	
Cotisations des membres et affiliés. . . . .	Environ 10 000
Gouvernements . . . . .	
Organisations intergouvernementales . . . . .	
Autres ONG. . . . .	
Contrats. . . . .	
Autres sources (préciser) : (partenariats avec des entreprises opératrices du secteur énergétique) . . . . .	220 000
<b>Montant total des recettes . . . . .</b>	<b>230 000</b>
<b>Dépenses</b>	
Administration . . . . .	60 000
Projets . . . . .	160 000
Autres activités (préciser) . . . . .	
<b>Montant total des dépenses . . . . .</b>	<b>Environ 220 000</b>

N. B. : Les comptes de 2002 seront soumis à l'approbation du Conseil d'administration de l'association le 24 mai 2003.

### Résumer les buts et les activités de votre organisation

### Indiquer aussi la contribution que vous allez apporter à l'ECOSOC

Composée uniquement des personnes morales (associations, ONG, organisations syndicales nationales et internationales), notre association se fixe comme objectif de rassembler ceux et celles qui veulent agir en faveur de la

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

reconnaissance du droit à l'énergie comme un droit fondamental de l'homme, partager l'énergie et protéger les équilibres de la planète et les intérêts écologiques des générations futures.

À cette fin, un forum mondial et un forum régional (Amérique du Sud et Caraïbes) ont déjà permis la rencontre de plus d'un millier de participants venus d'une centaine de pays. Ces rencontres entre associations, organisations syndicales, ONG, parlementaires français et étrangers, intellectuels, chercheurs, scientifiques et dirigeants des grandes entreprises du secteur énergétique sont des étapes préalables à la nécessaire émergence d'une éthique mondiale de l'énergie. Nous œuvrons parallèlement pour l'intégration de ce droit dans les textes fondamentaux et les activités des institutions européennes et mondiales.

Par ses actions, Droit à l'énergie SOS Futur entend agir comme un révélateur pour mettre en lumière et analyser, au moyen de réflexions et études, les situations extrêmes du dénuement énergétique dans le monde. L'association, si elle part bien d'un constat, se veut constructive et force de propositions.

L'association a la volonté d'associer à ses objectifs et à ses projets les grands opérateurs du monde de l'énergie, publics et privés. Notre association, ses adhérents et ses partenaires sont convaincus qu'il est possible de concilier logique économique et droit à l'énergie dans une perspective de développement durable. C'est la raison qui nous amène à solliciter de participer aux travaux du Conseil économique et social et, tout naturellement, à la Commission du développement durable.

La dimension du problème posé et de la tâche à accomplir nécessite à l'évidence des dispositions particulières et un cadre institutionnel nouveau.

On pourrait notamment concevoir la création d'une Agence mondiale de l'électrification, dépendant d'une agence des Nations Unies.

Une telle structure internationale permettrait de faire converger réflexions, efforts et moyens, ceux des États, des institutions internationales ainsi que des opérateurs, vers la réalisation de ces objectifs. Elle pourrait contribuer à mobiliser les capitaux nécessaires, dans un cadre transparent et démocratique, susceptible d'offrir aux investisseurs les garanties qui leur font défaut aujourd'hui, sur un échiquier financier mondial très instable.

### 3. DrugScope\*

**Adresse :** 32-36 Loman Street  
Londres SE1 OEE  
Royaume-Uni

**Date d'enregistrement :** 24 janvier 1968

**Membres :** Organisation nationale comptant 1 108 organisations membres  
Organisation internationale comptant 19 organisations dans 5 pays

#### Buts et objectifs de l'organisation

DrugScope a pour mission d'étayer les politiques et d'atténuer les risques liés aux drogues, en fournissant des informations de grande qualité, en promouvant des solutions efficaces à visage humain aux problèmes liés à l'utilisation de la drogue et aux problèmes connexes, ainsi qu'en recensant les pratiques optimales et en encourageant leur application.

En tant qu'organisation active dans le domaine des drogues, DrugScope est très préoccupée par l'orientation donnée à la politique internationale en matière de drogues, en particulier par le biais des conventions des Nations Unies. Nous pensons que notre parfaite connaissance de l'impact de la politique en matière de drogues, la conception d'actions novatrices et efficaces et la diffusion des résultats de la recherche peuvent contribuer utilement aux conférences et au processus de décision de la Commission des stupéfiants. Les participants à ces conférences sont des ministres et de hauts fonctionnaires venus des États membres concernés, qui n'ont souvent pas de connaissance précise des questions touchant aux drogues. DrugScope peut jouer un rôle constructif en présentant des exposés sur des questions particulières qui se posent aux gouvernements, en participant aux débats et en diffusant des informations à titre officiel et non officiel lors des réunions organisées par l'ONU.

DrugScope souhaiterait être plus étroitement associée au débat sur les grandes orientations avec le personnel technique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Commission des stupéfiants. Nous pourrions fournir des informations concernant le processus d'élaboration des politiques qui sous-tend les mesures visant à réduire les risques élaborées au Royaume-Uni et dans d'autres pays d'Europe; nous souhaiterions prêter notre concours pour les questions techniques liées à l'application des mesures de réduction des risques, et partager notre savoir-faire à l'appui des travaux sur les aspects liés à l'offre de drogues, tels que l'évaluation des marchés des drogues, l'utilité de la surveillance policière et la constitution de groupes d'experts ayant des spécialités et des expériences différentes. Notre objectif serait de préparer des exposés et d'élaborer des publications et de mettre ces informations à la disposition des participants aux conférences. Nous présenterions en outre des documents sur diverses questions qui

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

se posent aux gouvernements, et tiendrions des réunions avec le personnel technique des organismes du système des Nations Unies.

### État financier récapitulatif pour 2002

	<i>Montant en monnaie locale</i>	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
<b>Recettes</b>		
Cotisations		
Contributions de membres	84 733	
Subventions de gouvernements		
– Ministère de la santé	460 000	
– Autres gouvernements et UE	1 723 563	
Revenus provenant de l'exécution de contrats		
– Contrats	354 846	
– Millénaire	117 535	
Autres recettes		
– Vente de publications	434 786	
– Conférences	166 920	
– Autres	90 069	
<b>Montant total des recettes</b>	<b>3 432 452</b>	
<b>Dépenses</b>		
Administration	14 395	
– Gestion et administration		
Projets		
– Contrats et projets	3 492 511	
Autres dépenses		
– Frais de réorganisation	244 114	
– Dépenses d'appui	269 210	
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>4 020 230</b>	

#### **4. Planetary Association for Clean Energy\***

- Adresse :** 100 Bronson Avenue, Suite 1001  
Ottawa (Ontario) K1R 6G8  
Canada
- Date d'enregistrement :** Constituée en société le 9 février 1979  
Fondée le 1er juin 1975
- Membres :** Organisation internationale comptant 2 338 membres  
individuels et 76 organisations dans 66 pays

##### **Buts et objectifs de l'organisation**

- Promouvoir la découverte, la recherche et le développement et l'expérimentation concernant les systèmes d'énergie propre.
- Contrôler la planification, la coordination et l'utilisation des systèmes d'énergie propre aux échelles mondiale, continentale, régionale et locale.
- Surveiller les systèmes associés à l'énergie polluante et sensibiliser le public à leur utilisation.

L'organisation poursuit ces objectifs sous les auspices de son conseil d'administration et de ses membres de différentes manières :

- Nous avons utilisé nos propres installations, ou celles des membres de notre réseau, pour concevoir, mettre à l'essai et amener au stade de la fabrication de prototype de nombreux systèmes de production d'énergie propre, dont certains peuvent être utilisés. Il s'agit notamment de systèmes de récupération des déchets utilisés partout dans le monde, de pompes et de turbines sans lames (particulièrement utiles dans le domaine de l'énergie géothermique, entre autres); notre réseau a également ajouté de nombreux éléments nouveaux aux principes essentiels de la physique, y compris concernant l'électrodynamique associée aux symétries supérieures, ouvrant ainsi la voie à l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques telles que ce que l'on appelle communément l'« énergie de point zéro » ou « énergie du vide »;
- Nous avons organisé ces activités en persuadant le secteur concerné, le monde universitaire et les membres de notre organisation de les reproduire au travers d'exposés, de démonstrations, d'expositions, etc.;
- Nous avons demandé aux gouvernements, parfois avec succès, d'envisager d'inclure dans leur planification les technologies de premier rang relatives à l'énergie propre;
- Depuis le milieu des années 1970, notre réseau est le fer de lance du mouvement mondial en faveur de la surveillance soigneuse des effets sur les organismes vivants des différents spectres des champs électromagnétiques, question qui occupe désormais une place importante au sein du système des Nations Unies (OMS et institutions); il a également appuyé des initiatives tendant à réduire l'utilisation des pesticides.

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



	<i>Montant en monnaie locale</i>	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
<b>Recettes</b>		
Cotisations	3 135,00	2 225,86
Contributions de membres		
Subventions de gouvernements	1 780,84	1 264,39
Subventions d'organisations internationales		
Fonds reçus du secteur privé		
Subventions d'autres ONG		
Revenus provenant de l'exécution de contrats	11 975,88	8 502,87
Autres recettes	14 570,79	10 345,26
<b>Montant total des recettes</b>	<b>31 462,51</b>	<b>22 338,37</b>
<b>Dépenses</b>		
Administration	7 331,44	5 205,32
Projets	20 443,00	14 514,97
Autres dépenses	3 517,50	2 497,42
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>31 292,57</b>	<b>217,72</b>

## **5. Social action forum for Manav Adhikar\***

**Adresse :** 204 Sai Plaza, 187-188 Sant Nagar, East of Kailash  
New Delhi - 65  
Inde

**Date d'enregistrement :** 3 août 1999

**Membres :** Organisation nationale comptant sept membres  
individuels et aucune organisation

### **Buts et objectifs de l'organisation**

L'objectif essentiel de notre organisation est d'œuvrer en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme consacrés par la Constitution indienne et garantis par diverses législations, en utilisant la loi et les processus judiciaires comme moyens d'action et de réparation. Nous nous intéressons principalement aux couches défavorisées de la société, en particulier aux femmes et aux enfants, qui, étant mal informés et n'ayant pas accès aux moyens nécessaires, ne sont pas en mesure de défendre leurs droits. Nos objectifs concrets à cet égard sont les suivants :

- a. Sensibiliser la population aux droits fondamentaux de la personne humaine;
- b. Veiller à ce que les violations des droits de l'homme ne passent pas inaperçues et assurer aux victimes de ces violences une réparation rapide;
- c. Offrir aux plaideurs démunis et indigents une assistance juridique gratuite et de bonne qualité lorsque leurs droits fondamentaux sont lésés;
- d. Être un groupe de pression et faire campagne auprès des gouvernements central et fédéral au sujet des politiques et mesures en rapport avec les principes directeurs et les droits inscrits dans la Constitution indienne;
- e. Mobiliser l'opinion publique afin d'éradiquer les fléaux sociaux et appuyer l'adoption et l'application des lois pertinentes à cet égard;
- f. Mettre largement en avant les questions brûlantes qui se posent dans notre société et s'employer à y apporter des réponses dans le cadre de diverses instances juridiques; et
- g. Engager une action en justice pour mettre fin à l'exploitation des couches défavorisées de la population, en particulier celles qui font partie des castes et tribus « énumérées » et d'autres groupes marginalisés de la société, plus particulièrement les femmes et les filles.

### **Contribution aux travaux du Conseil économique et social**

Les droits de l'homme et le progrès économique, que notre organisation s'emploie activement à promouvoir et à protéger, intéressent le Conseil économique et social. Si de nombreuses ONG se sont engagées en faveur des questions liées aux

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

droits de l'homme, nous retirons une expérience d'une valeur inestimable de nos initiatives particulières visant à inculquer des notions de droit élémentaires aux femmes et aux filles vivant dans les régions et les communautés sous-développées, et plus spécialement de notre approche interactive de ces questions auprès des femmes ainsi que des communautés dans leur ensemble, et de notre dernière initiative en date concernant l'intégration des stratégies de lutte contre la pauvreté fondée sur la sensibilisation accrue des femmes aux droits reconnus par la loi.

Nos projets pour l'avenir sont la mise en place du Projet Aavishi, un centre de documentation sur le rôle social des hommes et des femmes, dans l'État du Jammu-et-Cachemire, affecté par le militantisme, et du projet Shraddha, faisant appel à un partenariat entre le secteur public et le secteur privé aux fins de la prospérité rurale, dans les États d'Uttar Pradesh et du Rajasthan.

**État financier récapitulatif pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2002  
au 31 mars 2003**

	<i>Montant en monnaie locale</i>	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
<b>Recettes</b>		
Cotisations	8 400	175
Contributions de membres	s.o.	
Subventions de gouvernements		
– Central Social Welfare Board (Comité central d'aide sociale)	180 000	3 750
– Ministère des affaires tribales	90,000	1 875
Subventions d'organisations internationales		
– Fondation Ford, New Delhi	1 014 928	21 000
Fonds reçus du secteur privé	s.o.	
Subventions d'autres ONG	s.o.	
Revenus provenant de l'exécution de contrats	s.o.	
Autres recettes		
– Dons émanant de particuliers	279 955	5 832
<b>Montant total des recettes</b>	<b>1 573 283</b>	<b>32 632</b>
<b>Dépenses</b>		
Administration	34 000	708
Projets		
– Projet Swabhiman	724 928	15 103
– Groupes d'information et de conseil pré-nuptial (Delhi et Rajasthan)	182 373	3 740
– Séminaires d'information sur l'accès à la justice dans les zones tribales du Rajasthan et du Madhya Pradesh	151 800	3 163
Autres dépenses	s.o.	
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>1 093 101</b>	<b>22 714</b>

## **6. StarSpirit International\***

**Adresse :** 1730 North 27 Street  
Philadelphie, PA 19121  
États-Unis d'Amérique

**Date d'enregistrement :** 11 octobre 1999

**Membres :** Organisation nationale comptant 75 membres  
individuels et aucune organisation dans un pays

### **Buts et objectifs de l'organisation**

StarSpirit International a été créée pour répondre aux besoins de l'ensemble des membres de la diaspora africaine et afro-américaine, en s'efforçant tout spécialement de panser les plaies du passé résultant de l'esclavage, du colonialisme et du racisme, et de promouvoir l'autonomisation des individus, des familles et des communautés, et en favorisant le développement social et économique et l'éducation. L'organisation encourage les échanges culturels entre les Africains et les descendants d'Africains qui sont disséminés partout dans le monde. StarSpirit International est une organisation sans but lucratif bénéficiant d'une exonération fiscale en Pennsylvanie, et son fondateur, qui est également le principal administrateur, a vécu sept ans au Ghana : elle est donc particulièrement bien placée pour promouvoir les relations entre les Afro-Américains et leurs partenaires africains au Ghana. StarSpirit International a d'ailleurs achevé de construire à Larted-Kubease (Ghana) un immeuble de deux étages comptant sept bureaux, le « StarSpirit Lighthouse », qui est donc la base physique du lancement de campagnes de promotion du développement social et économique et en faveur de l'éducation et de la santé (prévention du VIH/sida, autonomisation des femmes, etc.). StarSpirit International s'est donc engagée à mobiliser les Afro-Américains afin de leur permettre de mieux connaître leur héritage culturel africain, grâce notamment à la visite de sites historiques au Ghana, et d'entretenir des relations constructives avec les Africains grâce à une philanthropie active, à une communication permanente et à des services qui amélioreront concrètement les conditions de vie des Africains sur les plans social, économique et éducatif. Les dons en faveur des Afro-Américains peuvent financer en partie les activités de prévention du VIH/sida et la modernisation des écoles au Ghana.

### **Contribution aux travaux du Conseil économique et social**

StarSpirit International peut contribuer aux travaux du Conseil économique et social intéressant les droits de l'homme, dans les domaines économique, social et culturel, ainsi qu'aux travaux des organisations non gouvernementales, en particulier de celles dont les activités touchent à la condition de la femme. StarSpirit International s'est en effet engagée à intervenir aux côtés des femmes et de leurs communautés afin d'être tenue informée de leurs besoins (prévention du VIH/sida, modernisation des écoles, création de possibilités d'emploi, etc.) et nous nous

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

employons à organiser et à diffuser leur message afin de répondre à ces besoins, notamment en lançant des appels de fonds.

### État financier récapitulatif pour 2001

	<i>Montant en monnaie locale</i>	<i>Montant en dollars des États-Unis</i>
<b>Recettes</b>		
Cotisations		s.o.
Contributions de membres		15 500,00
Subventions de gouvernements		0
Subventions d'organisations internationales		0
Fonds reçus du secteur privé		0
Subventions d'autres ONG		0
Revenus provenant de l'exécution de contrats		8 050,00
Autres recettes		6 792,00
<b>Montant total des recettes</b>		<b>30 842,00</b>
<b>Dépenses</b>		
Administration		8 549,50
Projets		20 064,00
Autres dépenses		2 228,50
<b>Montant total des dépenses</b>		<b>30 842,00</b>